

Ces dernières années, la presse a informé le public de la situation dégradée des établissements prenant en charge les personnes âgées. Les politiques d'austérité budgétaires successives ont transformé ces lieux de vies en mouvoir pour les résident-es et en lieux de souffrance pour les personnels qui y travaillent.



EHPAD : du boulot à en perdre la tête OSONS DIRE NON

En raison de contraintes budgétaires imposées, nous subissons chaque jour :

- Des cadences de travail insupportables, diminutions du personnel et augmentation de la charge de travail, *comment prendre soin des autres quand nous sommes maltraité-es nous-même ?*
- Des glissements de tâches, *comment bien prendre soin des autres quand nous assumons des tâches supplémentaires que nous n'avons le droit d'accomplir, pour lesquelles nous ne sommes pas qualifié-es et rémunéré-es ?*
- Des horaires particulièrement contraignants : 10/12 heures, horaires en coupé, pause de nuit non-rémunérée, *comment bien prendre soin des autres quand nous sommes exténué-es ?*
- Une flexibilité et une mobilité extrême, *comment bien prendre soin des autres quand nos horaires sont désorganisés ou que nous ne connaissons pas bien les personnes dont nous nous occupons ?*
- La précarité comme moyen de pression (CCD à outrance, temps partiel imposé, contrat aidés, service civiques, salaire faible...), *comment bien prendre soin des autres quand nous sommes nous même dans l'angoisse permanente pour notre avenir ?*

Tout cela aboutit à la maltraitance institutionnelle et ...

Devons-nous accepter que l'un-e de nos proches :

- ne soit douché-e que tous les 15 jours,
- ne bénéficie que de moins de 10 minutes par toilette,
- ne soit pas levé-e par manque de personnel,
- que le ménage de sa chambre ne soit pas fait,
- que ses repas soient vite expédiés et stressants tant au risque d'une fausse route alors que ces moments devraient être conviviaux et agréable.

C'est le résultat de la mise en place de *procédures dites dégradées* qui deviennent le quotidien !

Les familles n'osent que trop rarement se plaindre du fait de la difficulté à trouver une place pour leur parent-e et par crainte de représailles sur leur ainé-es.

Nous savons que les personnels hésitent à lancer l'alerte de peur de perdre leur emploi.

A SUD, nous n'avons pas attendu que les Directions d'EHPAD découvrent le manque de personnel et l'augmentation des cadences pour alerter et lutter.

La souffrance du personnel et des résident-es dans les EHPAD est alarmante.



Les conclusions d'un récent rapport parlementaire sur les EHPAD confirment ces conditions de travail particulièrement dramatiques tant d'un point de vue physique que psychologique !

Les faits parlent d'eux-mêmes :

Absentéisme de 10 %.

2 fois plus d'accidents de travail par rapport à la moyenne nationale.

Trop faible encadrement médical.

Pas d'infirmier-e la nuit.

Turn-over important.

L'asphyxie financière du service public, du secteur privé non lucratif et la manque de places dans les structures se fait au profit de la marchandisation du soin vers le secteur privé lucratif (Korian, Orpea...)

Malgré les prix payés par les familles ou les résident-es, le secteur privé lucratif n'est pas en reste. L'argent servant les grands profits des actionnaires qui exploitent cyniquement salarié-es et résident-es.

Au final c'est bien le/la résident-es qui pâtit, sa famille qui culpabilise et les personnels qui sont en souffrance

Nous nous insurgons contre l'inhumanité de ces politiques. Osons dire NON !

Sud Santé sociaux, SUD Collectivités Territoriales, Solidaires et l'UNIRS :

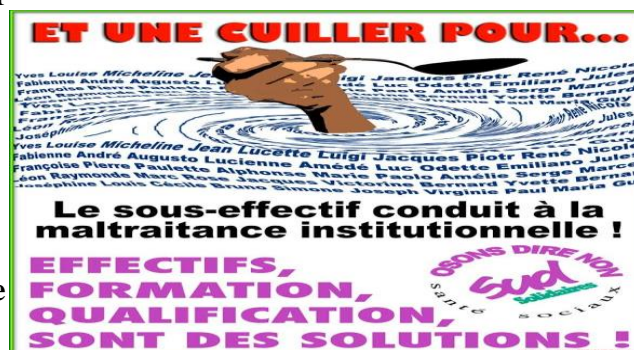
- refuse que la population et les salarié-es des EHPAD fassent les frais des politiques d'austérité.
- exigent le recrutement massif de personnels qualifiés pour atteindre à minima un ratio (toutes fonctions confondues) d'un personnel par personne accueillie.
- revendiquent la titularisation (secteur public) et le passage en CDI (dans le privé) pour l'ensemble des personnels.
- s'opposent à la marchandisation de ce secteur.
- revendiquent la prise en charge de la perte d'autonomie par la solidarité nationale, contre les logiques assurantielles et marchandes.

Seule une mobilisation des personnels avec les résident-es, les familles, les citoyens/citoyennes, les syndicats et les élus-es (en les interpellant au besoin) permettra de gagner.

Organisons-nous, mobilisons-nous le 30 janvier 2018

Nous invitons toutes et tous :

- personnels, résident-es, familles, population, élu-es
- avec les collectifs, les syndicats et les partis qui souhaitent s'y associer, à s'unir pour faire de cette journée une réussite collective.



Fédération SUD Collectivités Territoriales

20 rue Philippe de Girard 75018 Paris - Tél. 01 40 33 85 02 - Fax : 01 43 49 28 67

Site : www.sud-ct.fr - mail : fedesudct@gmail.com